



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/MP.EIA/WG.1/2006/3
20 janvier 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact
sur l'environnement dans un contexte transfrontière

Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement
(Neuvième réunion, Genève, 3-6 avril 2006)

**RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA HUITIÈME RÉUNION
DU COMITÉ DE L'APPLICATION**

1. Le Comité de l'application a tenu sa huitième réunion à Genève les 14 et 15 novembre 2005.
2. Ont participé à la réunion les membres du Comité représentant les Parties ci-après: Allemagne (M. Matthias Sauer), Arménie (M^{me} Margarita Korkhmazyan), Croatie (M. Nenad Mikulic), ex-République yougoslave de Macédoine (M^{me} Menka Spirovska), Finlande (M^{me} Seija Rantakallio), Kirghizistan (M^{me} Gulfiya Shabaeva), Pologne (M. Jerzy Jendroska) et Slovaquie (M. Tomáš Černohous). M. Jendroska n'a pu y participer que le deuxième jour.
3. La Présidente, M^{me} Rantakallio, a ouvert la réunion. Elle a fait observer que la Pologne avait indiqué qu'il lui avait été difficile d'envoyer son représentant, M. Jendroska, par manque de fonds. Le Comité a décidé d'envoyer au centre de liaison pour la Pologne une lettre exprimant sa préoccupation. Le secrétariat des Conventions d'Espoo et d'Aarhus avait pu, à titre exceptionnel, faire le nécessaire pour financer la participation de M. Jendroska à une partie de la réunion. Le Comité a décidé aussi que la Présidente porterait cette question à la connaissance du Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE).
4. Le Comité a adopté son ordre du jour tel qu'il avait été établi par le secrétariat.

I. EXAMEN DU SYSTÈME DE PRÉSENTATION DE RAPPORTS SUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS

A. Système de présentation de rapports sur le respect des obligations

5. La Présidente a fait rapport sur l'exposé qu'elle avait présenté à la huitième réunion du Groupe de travail de l'EIE, ainsi que sur le processus au terme duquel avait été finalisé le projet de questionnaire sur l'application de la Convention.
6. Le secrétariat a indiqué que le questionnaire révisé avait été envoyé aux Parties et aux non-Parties en octobre 2005, comme cela avait été demandé. Le Comité a décidé que le secrétariat enverrait à chaque État une lettre appelant l'attention sur le questionnaire. Cette lettre devrait être adressée à l'organisation qui coiffe le centre de liaison, et une copie en serait envoyée directement au centre de liaison.
7. Il a été décidé que M. Černohous, M. Mikulic et M^{me} Spirovska enverraient par courrier électronique au Comité, au plus tard le 15 décembre 2005, un projet de table des matières résumant les réponses données au questionnaire. Les autres membres feraient ensuite parvenir leurs observations le 9 janvier 2006 au plus tard. Un projet révisé serait distribué le 23 janvier 2006 au plus tard.

B. Questions générales de respect des obligations

8. Le Comité a examiné les questions générales de respect des obligations qui avaient été signalées dans l'enquête précédente sur l'application de la Convention. La Présidente a fait observer qu'il fallait mettre en évidence aussi bien les problèmes de respect des dispositions que les solutions possibles. Le Comité s'est penché sur quelques parties de l'enquête en s'appuyant sur les rapports présentés par ses membres. Il a demandé au secrétariat de lui faire tenir un tableau dans lequel les membres inséreraient des informations sur les questions générales de respect des dispositions. Chaque entrée consignée dans ce tableau devrait s'accompagner d'un paragraphe décrivant la question considérée et la solution recommandée. Ces paragraphes seront incorporés dans le rapport que présentera le Comité à la réunion des Parties.
9. M^{me} Shabaeva a rendu compte de la partie de l'enquête concernant l'établissement du dossier d'EIE. Son analyse s'était appuyée sur le résumé des questions générales de respect des dispositions qui avait été fourni par le secrétariat, et avait confirmé la teneur de ce résumé. Les principaux problèmes liés au respect des obligations qu'elle a mis en évidence concernaient:
 - a) Le délai alloué à la Partie touchée pour répondre à une notification;
 - b) La pertinence du contenu du dossier d'EIE, à savoir si l'information communiquée répondait aux besoins de la Partie touchée et si elle était conforme à la Convention.
10. M^{me} Shabaeva a estimé que ces problèmes risquaient d'entraîner des retards pour la Partie d'origine et l'auteur du projet et de limiter l'information du public de la Partie touchée. À son sens, il pourrait être nécessaire de donner aux Parties des indications quant à la manière de surmonter les problèmes.

11. M. Černohous a fait rapport sur la partie de l'enquête concernant le transfert et la distribution du dossier d'EIE. Il a fait observer que nombre des Parties qui avaient rempli le questionnaire n'avaient pas répondu à plusieurs questions de cette partie ou y avaient répondu en indiquant simplement n'avoir aucune expérience de l'application de la Convention. Néanmoins, il a indiqué que le transfert et la distribution du dossier d'EIE se heurtaient à des problèmes de calendrier et d'organisation et a fait ressortir les difficultés liées à l'application du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention. Le secrétariat a fait observer que les difficultés d'application de cette disposition avaient déjà été mises en évidence dans la directive concernant la participation du public (décision III/8). Le Comité est convenu que cette disposition devrait être traitée dans des accords bilatéraux et multilatéraux et qu'il fallait peut-être élaborer une directive interprétative.

12. Le Comité a décidé que les questions générales de respect des dispositions ainsi que les solutions éventuelles devraient être notifiées au Groupe de travail de l'EIE, lequel se prononcerait alors sur les mesures que pourraient prendre les Parties à leur prochaine réunion. Le Comité a décidé que M. Černohous, M. Jendroska, M^{me} Korkhmazyan, M. Mikulic et M^{me} Shabaeva fourniraient cette information pour le 9 janvier 2006 selon les parties des enquêtes qui leur avaient été attribuées. Il a décidé de se pencher à sa prochaine réunion sur les questions générales de respect des dispositions concernant la notification, la participation du public et la consultation, et examinerait les questions liées à la décision finale et à la recherche à sa dixième réunion.

C. Questions spécifiques liées au respect des obligations

13. S'agissant des questions spécifiques liées au respect des dispositions qui avaient été signalées dans l'enquête précédente sur l'application de la Convention, le Comité a débattu de son pouvoir discrétionnaire au titre de son «Initiative» telle que définie au paragraphe 6 du texte relatif à sa structure et à ses fonctions (décision III/2). Cette faculté est également visée au paragraphe 7 de la décision III/2, par lequel le Comité était prié d'envisager d'élaborer des critères pour traiter les informations autres que les communications émanant des Parties. Le Comité a étudié et défini un certain nombre de sources possibles d'information qui lui permettraient d'être au courant des cas dans lesquels les Parties pourraient être en situation de non-respect, le questionnaire sur l'application étant l'une de ces sources d'information. Il a également étudié et mis en évidence un certain nombre de critères qui pourraient lui permettre de lancer l'Initiative susmentionnée, dont les suivants: a) il existe un motif sérieux de douter du respect des dispositions, b) l'affaire concerne une activité visée à l'appendice I de la Convention qui est susceptible d'avoir un impact transfrontière préjudiciable important, et c) le Comité dispose du temps et des ressources nécessaires.

14. Le Comité a décidé de mettre au final la liste des sources d'information et de critères à sa prochaine réunion et de faire tenir celle-ci au Groupe de travail à sa réunion d'avril 2006. Il a estimé que ces sources et critères pourraient être incorporés dans le texte des règles relatives à son fonctionnement (voir par. 26 à 28).

15. En se fondant sur l'enquête d'application réalisée précédemment, le secrétariat avait mis en évidence trois questions spécifiques de respect des obligations à propos desquelles le Comité avait décidé d'envoyer aux Parties concernées un courrier leur demandant des précisions. Il a estimé que ces questions constituaient des cas pilotes, les trois Parties concernées (l'Arménie,

la Finlande et le Kirghizistan) étant membres du Comité. Il a décidé qu'un membre dont le pays était mis en cause devrait être autorisé à participer au débat mais qu'il pourrait s'exclure de son propre chef. Dans l'éventualité où des recommandations seraient formulées, les paragraphes 9 et 10 du texte relatif à la structure et aux fonctions du Comité devraient être modifiés en conséquence pour éviter tout conflit d'intérêts.

16. Le Comité s'est félicité de la réponse constructive de l'Arménie à sa première lettre et décidé que la Présidente écrirait de nouveau au centre de liaison du pays pour lui demander un complément d'information et proposer divers moyens par lesquels il pourrait fournir toute assistance qui pourrait s'avérer nécessaire pour assurer le respect des dispositions.

17. Pour éviter tout conflit d'intérêts, la Présidente (de la Finlande) a demandé à M^{me} Spirovska (Vice-Présidente) d'assurer la présidence durant l'examen de la réponse reçue de son pays. La Présidente n'était pas présente durant les débats ni lors de la prise de décisions. Les autres membres ont estimé que la réponse de la Finlande était suffisante et ont demandé au secrétariat d'écrire une lettre, qui serait signée par M^{me} Spirovska, pour remercier la Finlande de sa réponse, l'informer de la teneur des débats du Comité et demandant à être informé de l'état d'avancement des mesures prévues pour assurer une meilleure conformité aux dispositions. Au retour de la Présidente, l'ensemble du Comité a décidé que la correspondance pertinente devrait être placée sur le site Web de la Convention pour illustrer la démarche du Comité, et à titre d'exemple d'une réponse convenable et suffisante d'une Partie mise en cause.

18. M^{me} Shabaeva a donné une réponse orale à la lettre adressée par le Comité au Kirghizistan. Le Comité a décidé qu'un rappel serait envoyé au Kirghizistan, et M^{me} Shabaeva a assuré le Comité que son pays fournirait rapidement une réponse écrite. Le Comité a décidé que l'Arménie et le Kirghizistan devraient être identifiés dans le présent rapport de la réunion, même si les travaux sur leur cas n'étaient pas terminés. Il est convenu d'examiner toute réponse que l'Arménie et le Kirghizistan lui feraient parvenir à sa prochaine réunion.

19. Le Comité a décidé aussi que l'examen des réponses aux différentes parties du questionnaire d'application auquel procédaient ses membres pour mettre en évidence d'éventuelles questions générales de respect des obligations devrait être étendu aux questions spécifiques. Pour éviter tout conflit d'intérêts, il a été assigné à chaque partie du questionnaire un deuxième membre qui n'examinerait que les réponses données aux questions de cette même partie par le pays du premier membre.

20. Le Comité est convenu d'un ensemble de principes à garder à l'esprit lorsque l'on se penche sur des questions spécifiques de respect découlant du questionnaire d'application: les questions considérées devraient relever du mandat du Comité et leur examen devrait promouvoir la crédibilité, la prévisibilité, la transparence et la cohérence; de plus il devrait être impartial et traiter tous les pays sur un pied d'égalité.

21. Le Comité a demandé au secrétariat de distribuer deux tableaux dans lesquels les membres consigneraient les informations sur les questions spécifiques de respect des dispositions pour le 9 janvier 2006. L'un de ces tableaux offrirait une vue d'ensemble des réponses données au questionnaire par Partie (lignes) et par disposition clef (colonnes). Dans chaque cellule, l'examineur portera l'une des mentions suivantes: pas de réponse; réponse trop générale; réponse indiquant un respect; réponse indiquant un éventuel non-respect (partiel).

22. Un complément d'information développant chaque mention de non-respect (partiel) portée dans le premier tableau sera fourni dans le second. La Présidente a offert d'identifier les Parties qui ont fait part d'un manque d'expérience dans l'application de la Convention afin que le Comité puisse examiner les raisons de ce manquement.

II. STRUCTURE ET FONCTIONS DU COMITÉ DE L'APPLICATION

23. Le Comité a examiné une note de synthèse sur les questions institutionnelles et de procédure liées au Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale, qui avait été établie pour la deuxième réunion des signataires (25-27 avril 2005) par les délégations de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le Comité a rappelé que la réunion des Parties lui avait demandé d'envisager de rédiger une proposition sur la composition du Comité lors de l'examen de questions intéressant le Protocole, l'un des points qui était abordé dans la note.

24. Le Comité n'a pas achevé l'examen de cette question, mais il a relevé que quatre de ses membres devaient être remplacés à la prochaine réunion des Parties et que ce pourrait être l'occasion de désigner de nouveaux membres parties à la fois au Protocole et à la Convention. Il a conclu aussi que la présidence devrait revenir à une Partie à la Convention et au Protocole. Il s'est demandé aussi:

a) Si le Comité continuerait de se composer de huit membres ou s'il n'y aurait pas lieu de l'élargir lors de l'examen de questions intéressant ces deux instruments. On pourrait limiter les réunions à 12 membres: le Comité comprendrait huit membres représentant les Parties à la Convention et huit membres représentant les Parties au Protocole, quatre membres ou plus pouvant alors examiner les questions découlant à la fois de la Convention et du Protocole;

b) Si la réunion des Parties à la Convention, agissant comme réunion des Parties au Protocole, ne pourrait pas désigner conjointement certains membres;

c) Comment les vice-présidents pourraient être désignés: le Comité pourrait choisir deux vice-présidents, l'un représentant une Partie à la Convention et l'autre une Partie au Protocole;

d) Ce qui se passerait si un membre désigné alors qu'il ne représentait qu'un seul de ces instruments devenait par la suite partie à l'autre. Une solution possible pourrait être de continuer d'exclure ce membre du Comité lorsque ce dernier examinerait des questions découlant de l'autre instrument.

25. Le Comité a décidé que la Présidente et M. Sauer élaboreraient, sur ces points, une proposition qui parviendrait au Comité le 30 janvier 2006 au plus tard. Cette proposition, ainsi qu'un amendement à la décision III/2, devraient être examinés par le Bureau puis par le Comité à sa prochaine réunion.

III. PLAN DE TRAVAIL

A. Règles de fonctionnement

26. M^{me} Marianna Bolshakova, du secrétariat de la Convention d'Aarhus, a présenté un document sur le mode de fonctionnement du Comité de l'application de ladite convention.

Ce document avait été élaboré pour assurer la transparence et la prévisibilité et renseigner le public. Le Comité de l'application de la Convention d'Aarhus se composant d'experts indépendants, son mode de fonctionnement assure aussi la transparence aux Parties. Le document présenté est fondé sur le règlement intérieur de la Convention d'Aarhus et la décision des Parties de mettre en place un mécanisme d'examen du respect des dispositions. Au cours des deux premières années de son fonctionnement, ce comité avait développé ses procédures concernant, entre autres, la manière dont le public pourrait élaborer des communications, le traitement des demandes soumises par les Parties et des communications adressées par le public, l'utilisation du courrier électronique pour certaines décisions et la fréquence des réunions du Comité. Ce mode de fonctionnement étant considéré comme un document évolutif, le Comité de l'application en adapte certaines règles selon l'expérience qu'il acquiert. Toute modification ou adjonction est décrite dans les rapports sur les réunions du Comité et incorporée dans un manuel accessible en ligne.

27. M^{me} Bolshakova a indiqué que le Comité de l'application se réunissait quatre fois par an, pendant trois ou quatre jours à chaque fois. Il consacrait environ les deux tiers de son temps à examiner les demandes des Parties et les communications du public. La réunion des Parties à la Convention d'Aarhus était l'organe qui se prononçait en dernier ressort au sujet des questions de respect des dispositions par les différentes Parties et qui prenait les mesures voulues. Toutefois, en vertu de son mandat (ECE/MP.PP/2/Add.8), le Comité de l'application prend certaines mesures en consultation avec la Partie concernée, ou avec son assentiment, afin de tâcher de régler sans délai les questions relatives au respect de la Convention pendant l'intersession. Le Comité a remercié M^{me} Bolshakova pour son exposé.

28. Le Comité a demandé à M. Sauer et M. Jendroska de développer le projet de règles de fonctionnement en se fondant sur un texte établi par le secrétariat. Le Comité a approuvé la proposition de ces deux membres selon laquelle ces derniers se concentreraient sur quelques éléments essentiels (mis en évidence par le Comité à sa sixième réunion, MP.EIA/WG.1/2005/3, par. 6) du projet de document, ainsi que sur un certain nombre d'autres questions dont a fait état M. Jendroska. Le texte du prochain projet serait distribué aux membres du Comité le 30 janvier 2006 au plus tard.

B. Encourager les Parties à saisir le Comité de leur propre cas

29. La Présidente a présenté certaines idées, conçues par elle-même et M^{me} Spirovska, au sujet de la manière d'encourager les Parties à saisir le Comité de leur propre cas. À son avis, les Parties préféreraient sans doute cette formule à la situation dans laquelle elles feraient l'objet d'une demande adressée par une autre Partie ou d'une initiative du Comité. En outre, la saisine du Comité par les Parties en cause pourrait être une solution pour bénéficier du concours d'experts. Le Comité a étudié aussi la question de savoir si cette option pourrait attirer un financement, particulièrement de la Commission européenne. La Présidente a proposé les moyens de faciliter la saisine du Comité par les Parties en cause, notamment un mode de présentation de la demande de saisine et la définition des mesures palliatives qui pourraient être proposées. Le Comité a décidé de revenir sur cette question à ses réunions futures.

C. Rapport à la réunion des Parties sur les activités du Comité

30. Le Comité a étudié ce qui pourrait figurer dans le rapport qu'il présentera à la quatrième réunion des Parties en s'appuyant sur un plan général établi par le secrétariat et la Présidente. Il est convenu que ce plan pourrait servir de base à l'établissement du rapport et qu'il pourrait être adapté lors de réunions ultérieures.

IV. AUTRES QUESTIONS

31. Le secrétariat n'avait reçu aucune demande émanant de Parties.

32. Le Comité a examiné les dispositions relatives à l'EIE transfrontière dans le contexte d'autres accords multilatéraux dans le domaine de l'environnement. Il a jugé utile de mettre en évidence les dispositions qui, dans ces autres accords, pourraient entrer en conflit avec celles de la Convention et empêcher les Parties de se conformer à cette dernière. Il a demandé au secrétariat de le tenir informé de tout risque de non-respect qui parviendrait à sa connaissance.

33. Le Comité a présenté une mise à jour, établie à la demande la Roumanie, de la procédure qu'observait la Commission d'enquête. Cette dernière avait tenu des réunions préliminaires au début de 2005, mais avait depuis lors rencontré des difficultés d'ordre budgétaire qui, à la date de septembre 2005, avaient pu être résolues. La Commission s'était réunie à nouveau le 28 octobre 2005 pour faire le point sur la situation, en donnant notamment des précisions au sujet des difficultés de déplacement vers la région. La Commission avait établi un nouveau calendrier pour ses travaux, dont l'examen de questions essentielles par ses experts. Une visite sur place est prévue en avril 2006, la Commission s'étant fixé pour but d'achever ses travaux début mai 2006. Le secrétariat a fait savoir au Comité qu'il prévoyait de présenter une analyse de la procédure d'enquête, lorsque celle-ci serait finalisée, et d'indiquer comment ce mécanisme pourrait être amélioré. Le Comité a demandé au secrétariat de lui présenter des éléments à jour sur cette question à sa prochaine réunion.

34. Le Comité a décidé d'examiner à sa prochaine réunion un document, établi par le Royaume-Uni pour le Groupe de travail de l'EIE, concernant la fréquence des futures réunions des Parties et ses retombées sur les travaux du Comité de l'application.

35. Le Comité a décidé de se réunir à nouveau à Genève du 6 au 8 février 2006.

36. La réunion s'est achevée le mardi 15 novembre 2005.
